

N°96/CA du Répertoire

N° 2008-67/CA2 du Greffe

Arrêt du 26 juillet 2013

**AFFAIRE : KANHONOU POLYCARPE
GBEDA CLEMENT TABA SOULEYMANE**

**C/
DIRECTION GENERALE DE LA POLICE
NATIONALE (DGPN)**

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête conjointe en date à Cotonou du 13 mai 2008 enregistrée le 14 mai 2008 au secrétariat de la Chambre administrative de la Cour suprême sous n°0353/CA/CS, par laquelle KANHONOU Polycarpe, GBEDA Clément et TABA Souleymane ont introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre la décision portant leur mise aux arrêts de rigueur ;

Vu le courrier n°1331/GCS du 16 décembre 2008, par lequel les requérants ont été mis en demeure d'avoir à procéder à la formalité de consignation ;

Vu le courrier n°1332/GCS du 16 décembre 2008, par lequel les requérants ont été invités à accomplir la formalité de timbrage ;

Vu la mise en demeure n°0574/GCS du 13 octobre 2009, adressée aux requérants leur rappelant d'abord l'accomplissement de la formalité de timbrage, ensuite celle de la consignation, enfin la production de quatre autres copies de la requête et des pièces y annexées ;

Vu le courrier n°1495/GCS du 17 août 2011, par lequel les requérants ont été invités à produire leur mémoire ampliatif ;

Vu le courrier n°0554/GCS du 05 mars 2012, par lequel mise en demeure a été adressée aux requérants de même qu'ont été rappelées à leur attention les prescriptions de l'article 33 de la

loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu la consignation légale payée et constatée suivant reçu n°3788 du 28 janvier 2009 ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le conseiller **Eliane R. G. PADONOU** en son rapport ;

Où l'avocat général **Aristide Lucien DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que dans leur requête conjointe introductive d'instance, les requérants exposent que le 15 novembre 2007, les autorités de la Direction des Renseignements Généraux et de la Surveillance du Territoire (DRGST) ont conduit à la base RAID, le nommé OUALI Luther Diapagri qui est déposé sous la mention n°1825/07 pour sa propre sécurité ;

Que le susnommé a passé sa première journée au violon et le lendemain, les autorités de la DRGST sont venues à la base RAID et ont donné comme instructions de l'enlever du violon et de l'aménager car il n'est pas un gardé à vue et que c'est lui-même qui est venu se présenter aux autorités policières pour sa sécurité ;

Que OUALI L. Diapagri était libre de ses mouvements, qu'il a été hébergé dans l'un de leurs bureaux entre temps défoncé et qui est resté tout le temps sans serrure ;

Qu'ils ajoutent que ce dernier est resté du 16 novembre au 30 décembre 2007 ;

Qu'au cours de la permanence du 29 au 30 décembre 2007, ils étaient au poste de police et l'avaient vu toute la journée et aussi dans la nuit jusqu'à son couché ;

Considérant qu'ils affirment que lors de la passation de service le 30 décembre 2007 à 07 heures, ils avaient constaté qu'il n'était plus dans son local, ni dans la cour de la base RAID ;

Qu'ils avaient normalement fait leurs factions respectives de zéro (00) heure jusqu'à six (06) heures ;

Qu'informé, leur commandant s'est aussitôt rendu à la base et après quelques heures, ont suivi le DGPN et le DRGST ;

Que sur le champ, une demande d'explication leur a été adressée sur instruction du DGPN ;

Qu'il s'en est suivi leur mise aux arrêts de rigueur de vingt cinq (25) jours aggravée à quarante cinq (45) jours d'arrêt de rigueur puis à soixante (60) jours d'arrêt de rigueur sans même avoir pris connaissance de leur réponse à la demande d'explication ;

Qu'ils font observer que dans le cas d'espèce, ils n'avaient commis aucune faute administrative ni professionnelle pour mériter une sanction qui risque d'être préjudiciable à leurs carrières ;

Qu'ils demandent que l'autorité revienne sur sa décision de sanction de vingt cinq (25) jours aggravée à quarante cinq (45) jours d'arrêt de rigueur puis à soixante (60) jours d'arrêt de rigueur prise illégalement à leur encontre ;

Qu'ils précisent qu'ils se réservent le droit de développer leurs moyens de droit qui recouvrent tant la violation de la légalité interne que de la légalité externe ;

Considérant qu'à toutes les correspondances à eux transmises à l'adresse postale indiquée sur la requête introductive d'instance, les requérants ont régulièrement réagi favorablement ;

Qu'en effet, ils ont donné suite à toutes les mesures d'instruction qui ont été ordonnées à leur endroit notamment en accomplissant les formalités préliminaires obligatoires de consignation et de timbrage d'une part, en complétant au dossier courant décembre 2009 sur demande de la Cour, le nombre des copies dudit recours d'autre part lesquelles d'ailleurs sont toutes timbrées, enfin en adressant à l'attention de la Cour des précisions indispensables ;

Considérant que dans ces conditions, aucun élément au dossier ne justifie le mutisme des requérants face à la mesure d'instruction tendant au dépôt du mémoire ampliatif ;

Considérant que les intéressés n'ont pas réagi en dépit de la mise en demeure n°0554/GCS en date du 05 mars 2012 qui leur a été adressée ;

Considérant qu'à cet égard, l'article 33 de la loi 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême énonce : « si la mise en demeure reste sans effet, la Chambre administrative statue.

Dans ce cas, si c'est le demandeur qui n'a pas observé le délai, il est réputé s'être désisté et l'affaire est classée ; si c'est l'administration, elle est réputée avoir acquiescé aux faits exposés dans la requête » ;

Considérant qu'en application des dispositions ci-dessus, il échet de dire et juger que les requérants sont réputés s'être désistés et que l'affaire est classée, en mettant les frais à leur charge ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Les requérants KANHONOU Polycarpe, GBEDA Clément et TABA Souleymane sont réputés s'être désistés.

Article 2 : L'affaire est classée.

Article 3 : Les frais sont mis à la charge des requérants.

Article 3: Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Eliane R. G. PADONOU, conseiller à la chambre administrative ;

PRESIDENT ;

Etienne FIFATIN

Et

Tranquillin KINDJI

}

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du vendredi vingt six juillet deux mille treize, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Aristide Lucien DEGUENON, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

GREFFIER ;

Et ont signé

Le Président-rapporteur,

Le Greffier,

Eliane R. G. PADONOU

Hortense LOGOSSOU-MAHMA

